



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION de la REGLEMENTATION
des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'Environnement
et de la Concertation Locale

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Société SAINT-GOBAIN EMBALLAGE
à CHALON-sur-SAONE

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° 10-04382

Vu le titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement, notamment son article L 514-1,

Vu le titre 1^{er} du Livre II du Code de l'Environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n° 02-3569-2-3 du 05 novembre 2002 autorisant la société Saint Gobain Emballage à exploiter une unité de fabrication de bouteilles en verre ayant une capacité maximale égale à 1 370 tonnes par jour de verre fondu dans son établissement situé rue André Chenier sur le territoire de la commune de Chalon-sur-Saône,

Vu les conclusions de l'inspection effectuée le 25 juin 2010,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, en date du 20 septembre 2010,

Considérant que la société Saint Gobain Emballage ne respecte pas les prescriptions des articles 15.1.a et 11.3 de l'arrêté préfectoral n° 02-3569-2-3 du 05 novembre 2002,

Considérant que les rejets aqueux de l'établissement Saint Gobain Emballage sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts cités à l'article L-511-1 du code de l'environnement,

Considérant que ces manquements sont de nature à engendrer des atteintes à l'environnement,

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la Préfecture de Saône-et-Loire,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La Société Saint Gobain Emballage, dont le siège social est situé Les miroirs de la défense, 18 avenue d'Alsace, 92400 COURBEVOIE, est mise en demeure, pour son établissement situé sur la commune de Chalon sur Saône de respecter :

-les prescriptions de l'article 15.1.a de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 novembre 2002 (suivi du débit du rejet EU1 en continu) : **dans un délai de six mois à compter de la date de signature du présent arrêté,**

-les prescriptions de l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 novembre 2002 (réduction de la perturbation apportée au milieu récepteur par les rejets aqueux) en adaptant le débit rejeté à la capacité d'accueil du fossé et/ou en adaptant les dimensions du fossé : **dans un délai de six mois à compter de la date de signature du présent arrêté.**

ARTICLE 2 :

Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis, aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L 514-1 et L 514-2 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 :- EXECUTION ET COPIES

Madame la secrétaire générale de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de Chalon-sur-Saône, M. le maire de Chalon-sur-Saône, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à :

- la direction départementale des territoires à MACON,
- l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, 206 rue Lavoisier à MACON.

Mâcon, le **18 OCT. 2010**

Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire


Magali SELLES